

# ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (commun à tous les lots)

### Pouvoir Adjudicateur - Coordonnateur du Groupement



### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGIONALE OCCITANIE

5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 – 31700 BLAGNAC ☎ 05 62 74 20 00

---

#### Procédure initiale :

Accord-Cadre référence : °19OCC12G

Groupement de commandes :

Nettoyage des locaux et/ou de la vitrerie des CCI de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gard, du Gers, du Lot, de Lozère, des Hautes- Pyrénées, des Pyrénées-Orientales, du Tarn et Garonne et le site de Blagnac de la CCI Occitanie.

---

**ACCORD CADRE N° 20OCC12G**

**RELANCE SUITE PROCEDURE N° 19OCC12G**

**GROUPEMENT DE COMMANDES**

**Nettoyage des locaux et/ou de la vitrerie des CCI  
de l'Aude, du Gard et du Tarn.**

---

**Date et heure limites de réception des offres :**

**Le Jeudi 28 janvier 2021 à 12 heures**

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature .....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires .....	4
1.7 - Renouvellement .....	4
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Délai de validité des offres .....	4
2.2 - Forme juridique du groupement .....	4
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation .....	5
4.1 – Mise à disposition du DCE .....	5
4.2 – Contenu du DCE .....	5
4.3 – Modification du DCE.....	6
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1 - Documents à produire .....	6
5.2 - Visites sur site.....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	8
6.1 - Transmission électronique .....	8
6.2 - Transmission sous support papier.....	9
7 - Examen des candidatures et des offres.....	9
7.1 - Sélection des candidatures.....	9
7.2 - Attribution des marchés .....	9
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	13
8 - Renseignements complémentaires .....	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	13
8.2 - Procédures de recours.....	13
9 - Clauses complémentaires.....	14

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne les prestations de nettoyage pour le Groupement des CCI d'Occitanie soit les sites de la CCI de l'Aude (11), du Gard (30), et du Tarn (81) et de leurs établissements annexes.

La chambre de Commerce et d'Industrie d'Occitanie, représentée par son Président Alain Di Crescenzo, est coordonnatrice de ce groupement.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les pouvoirs adjudicateurs.

### DÉFINITIONS :

#### Coordonnateur :

le membre du groupement désigné dans l'acte constitutif du groupement de commande pour procéder, dans le respect des règles du Code des Marchés Publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant et à la notification du marché.

#### Membre du groupement :

le Pouvoir Adjudicateur de chaque membre adhérent au groupement de commande. Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché par l'émission de bons de commande.

#### Pouvoir Adjudicateur du groupement de commande :

désigne le Pouvoir Adjudicateur, personne morale de droit public, qui conclut le marché avec son titulaire (la CCIR Occitanie).

Candidat : désigne l'entreprise qui répond au présent dossier de consultation.

Titulaire : désigne l'entreprise qui conclut le marché.

### Principe de mise en œuvre du marché :

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande annuels émanant de chaque membre du groupement du moment qu'il est propriétaire des bâtiments (actuels ou à venir).

### LISTE ET COORDONNEES DES MEMBRES :

MEMBRES DU GROUPEMENT	ADRESSES
CCI OCCITANIE <i>Pouvoir Adjudicateur</i>	Siège 5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 - 31701 Blagnac cedex
CCI DE L'AUDE	3, Boulevard Camille Pelletan – CS 30011 – 11890 CARCASSONNE
CCI DU GARD	12 rue de la République 30032 NIMES Cedex
CCI DU TARN	Maison de l'Économie 1 avenue Hoche - 81012 ALBI CEDEX 9

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type de contrat

L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
2	Nettoyage des locaux de la CCI de l'Aude Le présent lot comprend le nettoyage des locaux et de la vitrerie de la CCI de l'Aude
4	Nettoyage des locaux de la CCI du Gard Le présent lot comprend le nettoyage des locaux de la CCI du Gard ainsi que de ses établissements annexes.
5	Nettoyage de la vitrerie de la CCI du Gard Le présent lot comprend le nettoyage de la vitrerie des sites de la CCI du Gard et de ses établissements annexes.
12	Nettoyage des locaux de la CCI du Tarn Le présent lot comprend le nettoyage des locaux et de la vitrerie de la CCI du Tarn

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90911300-9	Services de nettoyage de vitres
90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
90900000-6	Services de nettoyage et d'hygiène

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est, si possible solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire si ce dernier justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché.

Selon l'un ou l'autre cas, l'Acte d'engagement sera signé par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire si ce dernier justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf cas particulier visé à l'article R2142-26 du CCP.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du marché. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

Dans tous les cas la date d'achèvement maximale du contrat toutes périodes confondues est de 48 mois

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Sur fonds propres des établissements concernés par le présent accord-cadre.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

### 4.1 – Mise à disposition du DCE

Conformément aux dispositions de l'article 39-I du décret du 25 mars 2016, le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est gratuitement mis à disposition sur le profil d'acheteur PLACE, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

### 4.2 – Contenu du DCE

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- # L'acte d'engagement (AE) **un par lot**
- # La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) **un par lot**
- # Le bordereau des prix (BP) ou le bordereau des prix unitaires (BPU) **un par lot**
- # Le Mémoire technique **un par lot**
- # Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes **un par lot**
- # Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) **commun à tous les lots**
- # Le règlement de la consultation (RC) **commun à tous les lots**

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

### 4.3 – Modification du DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

**IMPORTANT Dématérialisation de la communication CCI Occitanie/ entreprises** : L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il est de leur responsabilité de déclarer des coordonnées valides lors de leur inscription sur la Plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

En effet la CCI Occitanie communiquera **exclusivement** via la plateforme. Les adresses électroniques indiquées seront les seules utilisées pour répondre aux questions, informer les candidats des éventuelles modifications et transmettre les compléments d'information lors de la consultation.

Vous recevrez des mails émanant de l'expéditeur : PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) (pensez à vérifier dans le dossier « courriers indésirables » de votre boîte mail...).

Il est de la responsabilité des candidats qui téléchargeront le DCE sans authentification, ou dont l'adresse électronique serait erronée, de consulter régulièrement le dossier disponible sur le profil acheteur précité pour vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions et des réponses ont été publiées

A noter :

L'adresse électronique mentionnée dans l'acte d'engagement (secrétariat et/ou référent technique marché dans votre entreprise) sera utilisée par la CCI Occitanie via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), pour vous envoyer les courriers concernant les offres non retenues, la notification d'attribution par lot et les pièces du marché signées, ainsi que pour le suivi d'exécution du marché (avenants, etc...).

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Extrait KBIS datant de moins de 3 mois délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce ou le Greffe du Tribunal de Grande Instance statuant en matière commerciale, ou à défaut, un document équivalent, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente attestant de l'absence de cas d'exclusion du candidat à soumissionner.
- Une Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager le candidat, si la personne qui signe les documents n'est pas mandataire social mentionné dans l'extrait KBIS,
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Attestation d'assurance en cours de validité et acquittée couvrant les risques professionnels pertinents au regard de l'objet du lot pour lequel l'opérateur économique se porte candidat.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.
- Indication des titres professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE)	Oui
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
Le cadre de réponse technique (Annexe N°3)	Oui
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 5.2 - Visites sur site

**Une visite sur site est obligatoire.**

Les coordonnées des référents sont spécifiées sur les attestations de visite.

L'attestation (jointe au présent DCE) devra être signée par les deux parties et être jointe à l'offre des candidats. La non-réalisation de la visite est éliminatoire et l'offre fournie sans cette attestation sera déclarée irrégulière.

**Pour les lots 4 & 5 uniquement**, les candidats ayant déjà réalisé la visite lors de la précédente consultation peuvent fournir l'attestation signée lors de cette visite.

Toutefois nous attirons votre attention sur les modifications apportées au CCTP et aux annexes du dossier. En aucun cas la dispense de visite ne saurait vous prévaloir de la non prise en compte de ces modifications.

La non-transmission de cette attestation est éliminatoire et l'offre fournie sans cette attestation dûment signée sera déclarée irrégulière.

## 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

#### Copie de sauvegarde

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée :

#### **COPIE DE SAUVEGARDE POUR LE MARCHÉ n°19OCC**

**Nettoyage des locaux et/ou des vitres des CCI de l'Ariège, de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de Haute-Garonne, du Gers, de l'Hérault, du Lot, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales, du Tarn, du Tarn et Garonne et du site de Blagnac de la CCI Occitanie.**

**Lot(s) n°**

**Candidat : .....**

**NE PAS OUVRIR**

Elle devra être remise, avant la date et l'heure limites précitées, contre récépissé ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à l'adresse suivante :

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE OCCITANIE  
SERVICE DES ACHATS - 5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 – 31700 BLAGNAC**

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.referencess.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.



Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS.

Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.

Par conséquent, la transmission par voie **papier n'est pas autorisée**.

# 7 - Examen des candidatures et des offres

## 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Pour rappel :

- **Une offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
- **Une offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.
- **Une offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Les critères retenus pour le jugement des offres des **lots 2 et 12** sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1-Valeur technique</b>	<b>50.00</b>
<i>Modalité d'exécution de la prestation (procédures et organisation détaillées)</i>	<i>20.00</i>
<i>Sécurité mise en place pour la réalisation de la prestation vitrerie -</i>	<i>10.00</i>
<i>Moyens Humains mis en œuvre (Nombre d'heure et profils des intervenants, utilisation de sous-traitance à forts critères sociétaux, etc.)</i>	<i>10.00</i>
<i>Moyens techniques mis en œuvre pour la réalisation des prestations (matériels sur site, produits, critères environnementaux des produits et traitement des déchets.)</i>	<i>10.00</i>
<b>2-Prix des prestations - Coûts unitaires et forfaitaires</b>	<b>40.00</b>
<b>3-Délai d'exécution : Réactivité de réponse à une demande (ordinaire ou rapide)</b>	<b>10.00</b>

Les critères retenus pour le jugement des offres du **lot 4** sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1-Valeur technique</b>	<b>50.00</b>
<i>Modalité d'exécution de la prestation (procédures et organisation détaillées)</i>	<i>20.00</i>
<i>Moyens Humains mis en œuvre (Nombre d'heure et profils des intervenants, utilisation de sous-traitance à forts critères sociétaux etc.)</i>	<i>15.00</i>
<i>Moyens techniques mis en œuvre pour la réalisation des prestations (matériels sur site, produits, critères environnementaux des produits)</i>	<i>15.00</i>
<b>2-Prix des prestations - Coûts unitaires et forfaitaires</b>	<b>40.00</b>
<b>3-Délai d'exécution Réactivité de réponse à une demande (ordinaire ou rapide)</b>	<b>10.00</b>

Les critères retenus pour le jugement des offres du **lot 5** sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1-Valeur technique</b>	<b>50.00</b>
<i>Modalité d'exécution de la prestation (procédures et organisation détaillées)</i>	<i>20.00</i>
<i>Sécurité mise en place pour la réalisation de la prestation vitrerie -</i>	<i>10.00</i>
<i>Moyens Humains mis en œuvre (Nombre d'heure et profils des intervenants, utilisation de sous-traitance à forts critères sociétaux etc.)</i>	<i>10.00</i>
<i>Moyens techniques mis en œuvre pour la réalisation des prestations (matériels sur site, produits, critères environnementaux des produits)</i>	<i>10.00</i>
<b>2-Prix des prestations - Coûts unitaires</b>	<b>40.00</b>
<b>3-Délai d'exécution Réactivité de réponse à une demande (ordinaire ou rapide)</b>	<b>10.00</b>

**La méthodologie de calcul utilisée est la suivante :**

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations des lots 2,4 et 12 est la suivante

**Le critère PRIX noté sur 40 points.**

Il sera apprécié :

- sur la base du Détail du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour 30 points et
- sur la base du Bordereau des prix unitaires (BPU) pour 10 points.

L'offre de prix la plus basse, et jugée conforme, obtient la note maximale :

- ⇒ Pour le DPGF : 30 points seront attribués à l'offre la plus basse, jugée conforme.
- ⇒ Pour le BPU: 10 points seront attribués sur la base d'une commande type réalisée par lot sur 3 prestations choisies aléatoirement (et identique pour chaque offre) dans le BPU.

Les autres offres seront notées par application de la formule linéaire de Gramp :

- ⇒ **Note du DPGF :**

$$\frac{(\text{Montant de l'offre moins-disante DPGF}) \times (\text{Base de notation : 30 points})}{\text{Montant de l'offre DPGF à noter}}$$

- ⇒ **Note du BPU :**

$$\frac{(\text{Montant de l'offre moins-disante de la « commande » issue du BPU}) \times (\text{Base de notation : 10 points})}{\text{Montant de l'offre correspondant à la « commande » issue du BPU à noter}}$$

- Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.
- Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue (30 points pour le DPGF, 10 points pour le BPU).

La note du critère prix, sur 40 points, est la somme de la note obtenue au DPGF et de la note obtenue au BPU.

Concernant les prix, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations du Lot 5 est la suivante

**Le critère PRIX noté sur 40 points.**

Il sera apprécié :

- sur la base la partie Forfaitaire du BP pour 30 points et
- sur la base de la partie unitaire du BP pour 10 points.

L'offre de prix la plus basse, et jugée conforme, obtient la note maximale :

- ⇒ Pour la partie forfaitaire : 30 points seront attribués sur la base d'une commande type réalisée par lot sur les prestations de la partie forfaitaire du BP.
- ⇒ Pour la partie unitaire : 10 points seront attribués sur la base d'une commande type réalisée par lot, sur 3 prestations choisies aléatoirement (et identique pour chaque offre), dans la partie unitaire du BP.

Les autres offres seront notées par application de la formule linéaire de Gramp :

⇒ **Note partie forfaitaire :**

**(Montant de l'offre moins-disante de la « commande » issue de la partie forfaitaire du BP) x (Base de notation : 30 points)**  
Montant de l'offre de la commande issue de la partie forfaitaire à noter

⇒ **Note de la partie unitaire :**

**(Montant de l'offre moins-disante de la « commande » issue de la partie des prix unitaires du BP) x (Base de notation : 10 points)**  
Montant de l'offre correspondant à la « commande » issue de la partie des prix unitaires à noter

- ☐ Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).
- ☐ Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.
- ☐ Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue (30 points pour les prix de la partie des prix forfaitaire et 10 points pour les prix de la partie des prix unitaires du BP).

La note du critère prix, sur 40 points, est la somme de la note obtenue sur la partie des prix forfaitaire et de la note obtenue sur la partie des prix unitaire du BP.

Concernant les prix, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère technique pour les lots 2,4,5 et 12 est la suivante :

**Le critère VALEUR TECHNIQUE est noté sur 50 points.**

L'évaluation du critère technique est réalisée sur la base du cadre de réponse technique.

Il est donc très important que ce document soit renseigné et complété avec le plus grand soin (les rubriques du fichier format Word sont adaptables selon longueur de la réponse).

Ce document étant contractuel, le renvoi vers d'autres documents n'est pas autorisé, sous peine de voir l'offre rejetée pour irrégularité.

Notation appliquée :

<input type="checkbox"/> Aucun renseignement :	0 point
<input type="checkbox"/> Insuffisant :	1/5 des points
<input type="checkbox"/> Correct :	2/5 des points
<input type="checkbox"/> Satisfaisant :	3/5 des points
<input type="checkbox"/> Très satisfaisant :	4/5 des points
<input type="checkbox"/> Parfaitement adapté :	le total des points

La note finale sera établie par addition des notes attribuées au critère prix et de la note attribuée au critère technique.

### **Le critère DELAI est noté sur 10 points.**

Il sera apprécié sur la base du « délai de réponse à une demande » pour 10 points

L'offre de prix la plus basse, et jugée conforme, obtient la note maximale :

- ☐ Montant de l'offre moins-disante = correspond au meilleur délai proposé
- ☐ Montant de l'offre à noter = correspond au délai de l'offre à évaluer.
- ☐ Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue (10 points)

La note finale sera établie par addition des notes attribuées au critère technique, au critère prix et de la note attribuée au critère délai. Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100

### **7.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

## **8 - Renseignements complémentaires**

### **8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

### **8.2 - Procédures de recours**

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation.

Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé au pouvoir adjudicateur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCIR OCCITANIE au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Le tribunal territorialement compétent est : Le tribunal administratif du lieu d'exécution du marché.

Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV-BP 7007 31068 TOULOUSE Cedex 07 Tél : 0562735757 courriel : <a href="mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr">greffe.ta-toulouse@juradm.fr</a>	Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34000 Montpellier - Tel : 04 67 54 81 00 courriel : <a href="mailto:greffe.ta-montpellier@juradm.fr">greffe.ta-montpellier@juradm.fr</a>
---	--

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges :

CCIRA de Bordeaux 103 bis, rue Belleville - BP 952 - 33063 BORDEAUX Cedex-Tél. : 05.56.69.27.18 (Mme Claire GACHET, secrétaire du CCIRA) -Tél. : 06.26.14.40.10 (Mme Claudine TEYSSANDIER-ROUSSET, Secrétaire adjointe du CCIRA) Courriels <a href="mailto:claire.gachet@direccte.gouv.fr">claire.gachet@direccte.gouv.fr</a> - <a href="mailto:Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr">Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr</a>	CCIRA de Marseille Place Félix-Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06 Courriel : <a href="mailto:catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr">catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr</a> Tél. : 04.84.35.45.54 -Fax : 04.84.35.44.60
---	--

- ⇒ Référé précontractuel : Conformément à l'article L. 551-1 et aux articles R. 551-1 à R. 551-6 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé précontractuel contre tout acte de la passation jusqu'à la date de signature du marché, auprès du tribunal administratif compétent.
- ⇒ Référé contractuel : Conformément à l'article L. 551-13 et aux articles R. 551-7 à R. 551-7 à R. 551-10 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant intérêt à conclure le contrat peut introduire un référé contractuel contre tout acte de la passation, dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut d'un tel avis dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du marché devant le tribunal administratif compétent.
- ⇒ Recours pour excès de pouvoir : Conformément aux articles R. 421-1 et R. 421-2 du Code de Justice Administrative, tout opérateur économique ayant un intérêt à agir, dispose d'un délai de deux mois pour exercer un recours contentieux au tribunal administratif compétent, à compter de la décision lui faisant grief. Il peut assortir son recours d'un référé suspension conformément à l'article L. 521-1 du Code de Justice Administrative.
- ⇒ Recours en contestation de la validité du contrat Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 (Département du Tarn et Garonne n°358994) : Tous les tiers susceptibles d'être lésés, dans leurs intérêts, par la passation du contrat ou ses clauses, peuvent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité de la signature du contrat, introduire un recours contestant la validité du marché. Il peut assortir son recours d'un référé suspension conformément à l'article L. 521-1 du Code de Justice Administrative

## 9 - Clauses complémentaires

Précisions sur l'information des candidats via la PLACE :

**IMPORTANT** (dématérialisation de la communication) : L'information des candidats retenus et non-retenus se fera exclusivement de façon dématérialisée via la plateforme PLACE : vous recevrez des mails provenant de l'expéditeur **PLACE-Plate-forme des achats de l'Etat ; [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr)** (pensez à vérifier dans le dossier "courriers indésirables" de votre messagerie). Pour cela, nous vous rappelons l'importance de saisir correctement dans l'ACTE D'ENGAGEMENT vos adresses e-mail (secrétariat et/ou référent technique marché dans votre entreprise) afin que le service Achats de la CCI Occitanie dispose de vos coordonnées exactes pour vous tenir informé de la suite donnée à la consultation (notification des pièces du marché signées) et du suivi d'exécution du marché (avenants, etc...).